

LETTRE D'EUROPE

Alberto D'Argenio

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Réformer l'Europe avant de l'agrandir

Si elle existe encore, l'Union européenne comptera au moins 31 membres en 2025. Alors que la Serbie et le Monténégro sont déjà en train de négocier leur adhésion à l'UE, l'Albanie et la Macédoine pourraient bien s'y mettre rapidement, la représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini venant de recommander aux gouvernements d'ouvrir les négociations d'ici le mois de juin. A l'avenir, ça pourrait également être au tour du Kosovo et de la Bosnie.

Même si certaines capitales préféreraient ralentir ce processus, au fond, personne en Europe n'est opposé à l'intégration des Balkans occidentaux. Le souvenir de la guerre qui a dévasté la région après la chute de la Yougoslavie est encore trop frais et les tensions qui divisent encore la zone sont trop palpables.

Pourtant, la semaine dernière, Emmanuel Macron a déclaré face à l'assemblée du Parlement européen : non aux nouvelles adhésions tant que l'Europe n'aura pas été réformée.

Personne ne peut accuser le président français d'anti-européanisme, tout comme personne ne peut penser qu'il préférerait laisser les Balkans à la merci

de leurs pulsions historiques plutôt que de les intégrer à l'Europe.

Le discours est différent et d'une actualité criante. Aujourd'hui, l'Union est déjà ingouvernable à 28 membres. Et ce n'est pas à cause de la bureaucratie de Bruxelles - dont les politiques, qui ont leurs qualités et leurs défauts, visent à améliorer la vie des citoyens -, mais bien à cause des gouvernements, désormais divisés à deux niveaux.

Cela fait des années que l'Europe du Nord et celle du Sud se disputent sans parvenir à se mettre d'accord sur la réforme essentielle au perfectionnement de l'euro. Quant à l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est, elles sont opposées sur la question des migrants et de la relance de l'intégration européenne.

L'inertie de l'Union est due à ces scissions, qui entraînent un immobilisme favorisant l'avancée des populismes nés sur le continent. En toile de fond, se joue une bataille encore plus profonde autour de la raison sociale de l'Europe du futur : continuera-t-elle de s'accrocher aux démocraties libérales ou se pliera-t-elle aux autocraties illibérales déjà visibles dans certains pays comme la Hongrie de Victor Orban ?

La bataille décisive de cet affronte-

ment historique se jouera lors des élections européennes de mai 2019. L'année prochaine, les partis associés à la famille socialiste étant en chute libre, le Parlement européen pourrait bien se retrouver avec une majorité eurosceptique, populiste, guidée par l'extrême droite.

Pour éviter un tel scénario (et pour jouer un rôle positif dans le débat sur les fonctions de l'UE), Emmanuel Macron travaille actuellement à la construction de son propre parti continental, Europe en Marche.

Macron est le seul leader qui souhaite encore donner une nouvelle souveraineté à l'Europe

Fusionnant avec les libéraux, marchant sur les plates-bandes des populistes et des socialistes, et s'alliant avec de nouvelles forces comme Ciudadanos, il a l'ambition d'arriver deuxième aux élections européennes derrière les populistes, et ce afin d'empiéter sur l'espace dont disposent les eurosceptiques.

Emmanuel Macron est le seul leader qui souhaite encore réformer l'Europe, qui parle sincèrement de lui donner une nouvelle souveraineté et respectabilité

au regard des citoyens.

Un projet acceptable qui se heurte à la réticence de ses collègues, Angela Merkel comprise, et à la faiblesse politique de ses alliés naturels dans cette croisade, l'Italie et l'Espagne.

Emmanuel Macron a raison : avant d'agrandir l'Union, il faut la réformer. Tout au moins en retirant le droit de veto aux capitales pour augmenter les décisions à la majorité. Dans le cas contraire, l'Europe deviendra encore plus ingouvernable.

Mais avant même d'envisager un élargissement vers les Balkans, ce qui n'aura pas lieu avant au moins sept ou huit ans, il faudra concrétiser cette réforme, à laquelle viennent au moins s'ajouter celles de l'euro et des politiques migratoires, avant 2019.

Tous l'affirment, mais à part Emmanuel Macron, personne n'a le courage d'y croire vraiment, privilégiant les batailles politiques à court terme à une vision de l'avenir.

Il n'en reste pas moins que la classe dirigeante européenne actuelle devrait en venir aux faits si elle ne veut pas être balayée de la carte politique du continent et risquer l'extinction de l'Union européenne. ■